



Communauté d'Agglomération  
Grand Calais Terres & Mers

76 boulevard Gambetta  
62101 CALAIS

Analyses physico-chimiques &  
bactériologiques

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

## Article 1<sup>er</sup> - Objet, forme, durée et montant du marché

### 1.1 - Objet des prestations

Les stipulations du présent document concernent les fournitures désignées ci-dessous :

« Analyses physico-chimiques et bactériologiques »

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 - Tranches et Lots

Sans objet.

### 1.3 - Forme du marché

Accord cadre mono-attributaire à bons de commande, sans minimum de commande mais avec un maximum de commandes, et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, passé dans le cadre des dispositions de l'article 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

### 1.4 - Durée du marché

Le marché commence à la date précisée dans la lettre de notification du marché pour une durée de 12 mois.

Il est renouvelable 3 fois par reconduction expresse pour une période de 12 mois.

La durée totale du marché est fixée à 48 mois.

La personne publique prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction.

La décision prise par la personne publique est notifiée au titulaire, au plus tard 30 jours avant la date d'expiration de la période en cours.

Lorsque ce terme est atteint sans que la personne publique ait signifié au titulaire sa décision, celui-ci peut solliciter la reconduction du marché. En cas de silence gardé par la personne publique à l'expiration du marché, ce dernier n'est pas reconduit.

### 1.5 - Montant du marché

Le montant total maximum de commande pour le marché est de **50 000 euros HT/An.**

Ces montants s'entendent pour la période initiale du marché pour une durée de douze mois, et pour chaque période de reconduction.

## Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ♦ l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles (AE);
- ♦ le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi (CCAP);
- ♦ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ♦ le règlement de consultation (RC);

- ♦ le bordereau des prix (BPU) ;
- ♦ le détail quantitatif et estimatif (DQE).

## Article 3 - Délai d'exécution

Les prestations sont exécutées dans un délai de 30 jours à compter de la date d'émission du bon de commande correspondant.

## Article 4 - Conditions de livraison

### 4.1 - Bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande comportent :

- la référence au marché ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- le lieu d'exécution ;

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution maximale du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre du marché est fixée à 30 jours.

### 4.2 - Lieu d'exécution des prestations

Station d'épuration Jacques Monod

Rue Jacques Monod

62 100 Calais

### 4.3 - Opérations de vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG.

### 4.4 - Décisions après vérification, l'admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de refaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG.

## Article 5 - Garantie technique

Sans objet.

## Article 6 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

## Article 7 - Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

## Article 8 - Prix

### 8.1 - Forme des prix

Les prestations sont rémunérées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

### 8.2 - Variation des prix

#### *8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché*

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de janvier 2018. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

#### *8.2.2 - Type de variation des prix*

Les prix unitaires sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après :

La périodicité d'application de la révision de prix est annuelle.

Le prix révisé P est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_o \times (0.15 + (0.85 \times (FSD3 / FSD3_o)))$$

Dans laquelle :

- ◇ **P<sub>o</sub>** est le prix indiqué initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo)
- ◇ **FSD3** est l'indice du coût des frais et services divers (modèle de référence n°3) publié par l'INSEE et la DDPP, dont la valeur est celle établie à la date de mise en application de la révision (soit l'indice du mois de janvier de l'année N-1 pour le calcul des prix de l'année N)
- ◇ **FSD3<sub>o</sub>** est l'indice du coût des frais et services divers (modèle de référence n°3) publié par l'INSEE et la DDPP, dont la valeur est établie pour le mois zéro (Mo)

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

#### *8.2.3 - Prestations supplémentaires*

Si, dans le cadre du présent marché il s'avère que des prestations complémentaires non prévues au cahier des charges s'avère nécessaire et qu'elle ne sont pas expressément prévues au bordereau des prix, elles feront l'objet d'une demande de devis et, le prix pratiqué, après acceptation du représentant du Pouvoir Adjudicateur, sera alors celui du devis. Aucune opération ne pourra être engagée sans l'accord du pouvoir Adjudicateur.

## Article 9 - Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatives au calcul du délai et au versement des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## Article 10 - Avance

Avance non prévue au marché.

## Article 11 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues au chapitre II du C.C.A.G.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

## Article 12 - Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes.

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : Matériels divers. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."*

## Article 13 - Pénalités

Les pénalités pour retard d'exécution sont celles prévues au C.C.A.G. notamment en son article 14.1

## Article 14 - Résiliation du marché

Les clauses du chapitre VI du C.C.A.G. sont applicables.